

Avant-propos

La treizième Conférence ministérielle (CM13) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui s'est tenue en début d'année à Abou Dhabi, a réaffirmé l'engagement commun de la communauté internationale à promouvoir un développement inclusif et durable grâce au commerce. L'Aide pour le commerce reste un élément essentiel de notre engagement collectif à garantir une répartition plus large des avantages du commerce, en particulier parmi les pays en développement et les pays les moins avancés (PMA).

La CM13 a mis en relief le rôle que peut jouer l'Aide pour le commerce à l'appui de la croissance économique, de la réduction de la pauvreté et du développement durable. Reconnaissant les défis considérables qui se posent aux pays en développement et aux PMA, les ministres ont insisté sur la nécessité d'améliorer le renforcement des capacités et le soutien liés au commerce afin de faciliter l'intégration de ces pays dans l'économie mondiale. Cet engagement transparaît dans les priorités que les pays en développement et les donateurs ont définies en matière d'Aide pour le commerce, qui font écho aux objectifs énoncés dans la Déclaration ministérielle d'Abou Dhabi.

L'exercice conjoint OCDE-OMC de suivi et d'évaluation (S&E) de l'Aide pour le commerce 2024 apporte de précieuses informations sur les progrès accomplis depuis le lancement de l'initiative en 2006 et sur les défis à venir. Il met en lumière l'utilité d'interventions ciblées dans des domaines clés comme le développement des infrastructures, l'agriculture et la transformation numérique, qui sont essentiels pour des économies résilientes et inclusives.

Face aux réalités complexes du monde de l'après-pandémie, sur fond de tensions géopolitiques, de hausse des niveaux d'endettement et de changement climatique, le commerce – et, par conséquent, l'Aide pour le commerce – reste un instrument fondamental de promotion du développement mondial. La transformation numérique réorganise les échanges, faisant naître de nouvelles opportunités et de nouveaux défis pour les pays en développement ; l'Aide pour le commerce doit soutenir l'amélioration des infrastructures numériques et le renforcement des capacités afin qu'aucun pays ne soit laissé pour compte. Le changement climatique et la durabilité environnementale constituent des problématiques tout aussi centrales, qui ont des incidences sur les caractéristiques des échanges et sur la définition des priorités en matière de développement. L'Aide pour le commerce doit permettre de relever ces défis en aidant les économies en développement à devenir plus respectueuses de l'environnement et plus durables. Les changements géopolitiques rapides et les pressions tendant à fragmenter les chaînes d'approvisionnement mondiales font également ressortir l'importance de mettre en place les infrastructures et les partenariats nécessaires pour gagner en résilience, notamment à l'aide de ce que l'OMC appelle la « remondialisation », c'est-à-dire la diversification des réseaux commerciaux et de production, qui ouvre des perspectives aux communautés et aux groupes marginalisés. L'Aide pour le commerce a un rôle décisif à jouer en la matière.

Des mécanismes de financement novateurs sont nécessaires pour relever les nouveaux défis et financer les besoins liés au commerce. Les formes traditionnelles de financement du développement sont remises en cause, ce qui exige de nouveaux modèles et des approches novatrices. Cela suppose de faire participer un ensemble d'acteurs plus vaste, notamment le secteur privé, et de tirer parti des mécanismes de finance durable et de financement mixte. En recourant à des approches novatrices, nous pouvons compléter les

financements publics classiques et mieux soutenir les efforts d'intégration commerciale et de développement du commerce.

En conclusion, l'édition 2024 du Panorama de l'Aide pour le commerce OMC-OCDE réaffirme notre engagement continu à exploiter l'effet de levier du commerce comme moteur de développement. En investissant dans l'Aide pour le commerce, nous pouvons ouvrir de nouvelles perspectives de croissance, créer des emplois et promouvoir un développement inclusif. Pour l'avenir, œuvrons ensemble à faire en sorte que l'initiative d'Aide pour le commerce demeure efficace et adaptée aux besoins. Ensemble, nous pouvons contribuer à créer un système commercial multilatéral plus inclusif et plus durable, dans lequel tous les pays et tous les peuples peuvent prospérer.

Ngozi Okonjo-Iweala,

Directrice générale de l'Organisation mondiale
du commerce

Mathias Cormann,

Secrétaire général de l'Organisation de
coopération et de développement économiques

Résumé analytique

L'Aide pour le commerce produit des avantages économiques qui profitent à tous à travers des investissements dans les infrastructures, les capacités commerciales et les industries exportatrices d'avenir.

Entre 2006 et 2022, plus de 90 donateurs bilatéraux et multilatéraux ont apporté un financement total de 648 milliards d'USD pour promouvoir l'intégration des économies en développement et des pays les moins avancés (PMA) dans le système commercial multilatéral, libérant ainsi leur potentiel d'exportation et améliorant les moyens de subsistance locaux.

L'exercice conjoint OCDE-OMC de suivi et d'évaluation (S&E) 2024 donne une vue d'ensemble de l'initiative d'Aide pour le commerce et évalue l'efficacité des apports de financement à l'appui du développement depuis le lancement de l'initiative, en tenant compte également de ses effets environnementaux et sociaux, en plus des indicateurs de résultats commerciaux classiques. Pierre angulaire de l'initiative, l'exercice biennal de S&E permet de recueillir des informations à partir des réponses que communiquent les donateurs et les bénéficiaires (également appelés pays partenaires) d'Aide pour le commerce dans les questionnaires d'auto-évaluation.

Les économies en développement et les partenaires de la coopération pour le développement ont à cœur de se servir du commerce comme moteur de la croissance économique, de la réduction de la pauvreté et du développement durable.

Dans un monde marqué par de multiples crises, l'Aide pour le commerce offre un tremplin aux pays en développement et aux PMA pour rendre leurs économies plus résilientes, plus inclusives et plus durables grâce au pouvoir transformateur du commerce. Toutefois, avec l'évolution rapide du commerce mondial et de la coopération pour le développement, des efforts plus soutenus sont nécessaires pour aider les économies en développement et les PMA à tirer parti des nouvelles possibilités commerciales offertes par le monde numérique et la transition verte.

En dépit d'une reprise après les perturbations causées par la pandémie de COVID-19, les économies en développement et les PMA continuent à être confrontés à des défis complexes et multidimensionnels. Ce contexte de tensions géopolitiques, de changement climatique et d'évolution de la nature du commerce – marquée par la croissance rapide de la connectivité numérique et du commerce électronique – met en évidence la nécessité d'adopter une approche ciblée en matière d'Aide pour le commerce.

Le commerce occupe une place de choix dans les stratégies nationales de développement de l'ensemble des 110 pays ayant répondu au questionnaire d'enquête dans le cadre du suivi et de l'évaluation : les stratégies de 94 pour cent des pays partenaires comprennent des priorités

commerciales. Les réponses des pays en développement – et en particulier des PMA – indiquent qu'ils comptent sur le commerce pour soutenir la croissance économique (95 pour cent des réponses) et la diversification de l'économie (79 pour cent des réponses).

D'après les réponses des pays partenaires au questionnaire de S&E, nombre des objectifs définis dans les stratégies nationales de développement sont alignés sur des objectifs de développement plus généraux, notamment les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies. Cette convergence entre le commerce et le développement n'a jamais été autant d'actualité, le monde faisant face à une réalité postpandémique qui présente des défis considérables, mais ouvre également de nombreuses possibilités.

Les engagements internationaux renouvelés traduisent un retour en force de l'Aide pour le commerce.

L'exercice de S&E 2024 met en évidence l'engagement durable en faveur de l'Aide pour le commerce, démontré par la reprise des versements et des engagements et par le maintien des objectifs commerciaux à un rang de priorité élevé dans les stratégies nationales de développement. Cette mobilisation reflète la prise de conscience du fait que le commerce doit à la fois être le moteur de la relance et de la croissance économique après la pandémie de COVID-19 et produire des résultats inclusifs pour les femmes, les jeunes et les micro, petites et moyennes entreprises (MPME).

Les versements et engagements au titre de l'Aide pour le commerce ont considérablement augmenté en 2022, dépassant les niveaux enregistrés avant la pandémie, ce qui témoigne d'une reprise après les perturbations occasionnées par la pandémie de COVID-19. Les versements ont atteint le niveau record de 51.1 milliards d'USD en 2022, soit une hausse en glissement annuel de 14 pour cent en valeur réelle. Les engagements ont progressé de 31 pour cent en 2022 pour culminer à 65 milliards d'USD.

Les flux de financement d'Aide pour le commerce se sont révélés adaptables, résistants et en grande partie alignés sur les priorités des pays partenaires.

Entre 2020 et 2022, des versements ont rapidement été effectués au titre de l'Aide pour le commerce pour atténuer les effets des perturbations commerciales et répondre aux nouveaux défis, comme le financement des transitions vers des énergies propres et le soutien à la sécurité alimentaire. Bien qu'ayant été adaptés au contexte macroéconomique, les flux de financement au titre de l'Aide pour le commerce sont restés axés sur les priorités nationales. Parmi les pays partenaires, 53 pour cent ont estimé que l'Aide pour le commerce était entièrement ou en grande partie en adéquation avec les priorités nationales, 34 pour cent qu'elle l'était en partie ou un peu, et 6 pour cent qu'elle ne l'était pas. Du côté des donateurs, 78 pour cent ont considéré qu'elle était entièrement ou en grande partie alignée sur les priorités des pays partenaires et 12 pour cent qu'elle l'était en partie ou un peu.

Les secteurs traditionnellement visés par l'Aide pour le commerce, tels que la facilitation des échanges, l'agriculture et la production manufacturière, continuent à figurer parmi les grandes priorités des pays partenaires tandis qu'apparaissent de nouvelles priorités consistant à soutenir la transformation numérique, les services, la transition verte et l'emploi des femmes et des jeunes. Le soutien peut encore être accru dans plusieurs domaines, y compris le tourisme ainsi que la politique et la réglementation commerciales, conformément aux priorités des Membres.

Par exemple, les résultats de l'exercice de S&E indiquent que 82 pour cent des pays partenaires ont défini un objectif ou une cible spécifique au tourisme, ce qui place ce secteur au deuxième rang des priorités après l'agriculture. Le montant total des versements en faveur du tourisme était de 287 millions

d'USD en 2022, ce qui représentait seulement 0.5 pour cent du total des versements au titre de l'Aide pour le commerce sur l'année. Avec 2.9 milliards d'USD, la production manufacturière absorbait 6 pour cent du montant total des versements au titre de l'Aide pour le commerce en 2022. Depuis le lancement de l'initiative, 34,3 milliards d'USD ont été alloués à ce secteur, soit 5 pour cent de la totalité des versements.

Il est crucial de veiller à ce que les stratégies des pays partenaires et des donateurs soient alignées pour pouvoir efficacement mettre en œuvre et évaluer le financement dans le cadre de l'Aide pour le commerce. L'exercice de S&E 2024 a recensé plusieurs problèmes qui pourraient être résolus afin d'améliorer l'échelle et l'efficacité des projets d'Aide pour le commerce, notamment un manque d'harmonisation entre la durée des projets et les cycles de financement, des capacités institutionnelles insuffisantes, un ensemble d'instruments de financement trop restreint pour appuyer les objectifs, et des disparités au niveau de la compréhension des besoins des bénéficiaires et de la coordination entre les parties prenantes.

L'Aide pour le commerce contribue à combler le déficit en matière d'infrastructures, à promouvoir la connectivité et à soutenir les transitions vers des énergies propres.

Après la pandémie de COVID-19, les versements au titre de l'Aide pour le commerce en faveur du développement des infrastructures ont augmenté de 28 pour cent, atteignant un montant de 27,9 milliards d'USD en 2022, avec une forte hausse des versements destinés aux secteurs du transport et du stockage. Les résultats de l'exercice de S&E indiquent que 74 pour cent des pays partenaires considéraient le développement des infrastructures comme faisant partie de leurs priorités stratégiques.

Il est également essentiel de soutenir les infrastructures économiques pour financer des transitions durables, par exemple en favorisant l'essor des technologies utilisant des énergies renouvelables. Les versements au titre de l'Aide pour le commerce ciblant l'énergie ont financé essentiellement des sources d'énergie renouvelables en 2022. Un montant total de 4,5 milliards d'USD a été alloué à la production d'énergies renouvelables, ce qui représente une hausse de 16 pour cent en valeur réelle par rapport aux niveaux de 2020.

Le soutien aux infrastructures apporté par l'Aide pour le commerce peut aussi grandement contribuer à réduire les émissions de carbone dans les transports. En 2022, le transport ferroviaire a reçu la plus grande part des versements d'Aide pour le commerce en faveur du transport et du stockage, avec un montant total de 6,2 milliards d'USD (+118 pour cent par rapport aux niveaux de 2020).

L'agriculture reste incontournable pour les économies en développement.

Environ 125 milliards d'USD, ou 18 pour cent du financement total au titre de l'Aide pour le commerce, ont été alloués au secteur de l'agriculture depuis 2006. En s'appuyant sur les possibilités offertes par ce secteur, les pays en développement peuvent davantage diversifier leur économie et leurs exportations en se tournant vers des activités à plus forte valeur ajoutée.

L'expansion du secteur agricole constitue une priorité majeure dans les stratégies nationales de développement de 80 pour cent des pays partenaires ayant répondu à l'enquête. Cette transition peut renforcer leurs secteurs agricoles et ainsi contribuer à améliorer la sécurité alimentaire, multiplier les perspectives d'emploi et accroître le développement rural. Les versements en faveur de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche ont affiché une bonne résistance, à 10 milliards d'USD en 2022 (+10 pour cent par rapport à l'année précédente).

La connectivité numérique et le commerce électronique deviennent des moteurs de transformation.

Les économies en développement accordent de plus en plus d'importance à la croissance de l'économie numérique dans leurs stratégies nationales de développement : 81 pour cent des pays partenaires et des donateurs l'ont citée comme constituant une priorité. Les versements au titre de l'Aide pour le commerce axés sur les technologies de l'information et de la communication ont augmenté de 31 pour cent depuis 2020.

La transformation numérique, en plus d'améliorer l'efficacité des opérations commerciales, sert de fondement à une transformation plus vaste vers une économie mondiale plus connectée, innovante et compétitive. Pour ce qui est d'accroître la connectivité numérique et le commerce électronique, 46 pour cent des réponses des pays partenaires ont indiqué que l'Aide pour le commerce produisait des résultats positifs mesurables, et 84 pour cent ont signalé qu'un soutien continu serait nécessaire. La fracture numérique persistante représente toutefois un risque pour la croissance. En l'absence d'accès équitable aux nouvelles technologies, la participation à l'économie numérique en plein essor restera limitée.

La facilitation des échanges reste une priorité en vue d'améliorer l'efficacité du commerce et de relever certains des défis liés au commerce soulevés par le monde numérique et la transition verte.

L'Aide pour le commerce a des effets concrets sur l'efficacité et la compétitivité commerciales. Dans leurs réponses, 91 pour cent des pays partenaires ont indiqué que le soutien au titre de l'Aide pour le commerce était crucial pour faciliter les échanges, et 85 pour cent que l'amélioration du dédouanement aux frontières constituait un objectif central dans les stratégies nationales de développement.

Les progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges et ses effets sur la diminution des coûts commerciaux démontrent les avantages tirés de procédures douanières simplifiées et d'échanges commerciaux plus efficaces. En réduisant au minimum les retards et les incertitudes associés au dédouanement aux frontières, la facilitation des échanges accroît l'efficacité des transactions commerciales transfrontières. Cependant, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour continuer sur cette lancée et concrétiser les avantages d'une meilleure facilitation du commerce dans de nombreux secteurs, en s'appuyant en particulier sur le rôle de la transformation numérique et les procédures douanières « vertes ».

Comme le montrent les indicateurs de l'OCDE sur la facilitation des échanges et l'Indice de restriction du commerce des services numériques de l'OCDE, l'environnement réglementaire mondial visant à faciliter les échanges de biens et de services livrables par voie numérique reste dynamique. Il importera néanmoins d'améliorer le soutien pouvant permettre aux pays en développement de mieux relever les défis du monde numérique et de la transition verte. Avec l'évolution du commerce, les politiques de facilitation des échanges sont nécessaires pour garantir non seulement des transactions plus rapides et plus faciles, mais aussi un commerce durable et résilient.

L'inclusivité dans le cadre de l'Aide pour le commerce constitue une priorité.

Les pays partenaires et les donateurs accordent une grande importance à l'autonomisation économique des femmes et au soutien des MPME aux fins de la croissance économique, de la réduction de la pauvreté et de la création d'emplois. L'autonomisation économique des femmes et l'égalité entre les genres ont été reconnues comme une priorité dans 82 pour cent des réponses des

pays partenaires et 91 pour cent des réponses des donateurs. Les engagements d'Aide pour le commerce de donateurs bilatéraux comportant un objectif consistant à favoriser l'égalité entre les genres ont augmenté en 2021-2022 jusqu'à atteindre 46 pour cent du total des engagements d'Aide pour le commerce.

Les MPME représentent 90 pour cent des entreprises et plus de 50 pour cent des emplois dans le monde. Dans leurs réponses, 79 pour cent des pays partenaires ont indiqué que leurs stratégies nationales de développement comprenaient parmi leurs priorités des objectifs visant à développer le secteur des MPME. L'emploi et les compétences des jeunes étaient également cités comme une priorité par 79 pour cent des pays partenaires. En 2022, le montant consacré à l'appui au développement des petites et moyennes entreprises s'élevait à 1,7 milliard d'USD, ce qui représente 60 pour cent du montant total des versements en faveur des entreprises – une part qui témoigne de la priorité élevée accordée par les pays partenaires aux MPME.

Les pays misent de plus en plus sur l'Aide pour le commerce pour le financement des activités d'atténuation du changement climatique et/ou d'adaptation à ses effets.

Les économies en développement et les PMA considèrent l'appui aux activités de lutte contre le changement climatique comme une priorité importante en matière de développement, avec des degrés de priorité variables d'une région et d'un pays à l'autre. Dans leurs réponses, 77 pour cent des pays partenaires ont désigné l'atténuation du changement climatique comme une priorité centrale. Pour les économies en développement, ce pourcentage était plus élevé en Amérique latine et dans les Caraïbes ainsi qu'en Océanie. En 2021-2022, le montant moyen des engagements de membres bilatéraux du Comité de l'aide au développement (CAD) dans le cadre de l'Aide pour le commerce et en lien avec des objectifs climatiques s'élevait à 20 milliards d'USD, ce qui représentait 67 pour cent du total des engagements bilatéraux au titre de l'Aide pour le commerce sur cette période.

Dans ce contexte, il existe un besoin persistant de financement par l'Aide pour le commerce, que les pays en développement expriment clairement : 94 pour cent des pays partenaires ayant répondu anticipent des besoins futurs d'Aide pour le commerce pour faire face aux incidences du changement climatique sur le commerce. Du côté des donateurs, 91 pour cent ont indiqué que l'Aide pour le commerce permettait de répondre à ce besoin.

Les financements privés mobilisés grâce à des interventions publiques occupent une place de plus en plus importante dans le financement des besoins liés au commerce.

Les besoins d'Aide pour le commerce sont en augmentation dans un contexte de restrictions financières. Les autres apports du secteur public liés au commerce jouent depuis longtemps un rôle important pour compléter les flux d'Aide pour le commerce destinés à contribuer à la réalisation des objectifs commerciaux dans les économies en développement. En 2022, les versements au titre des autres apports du secteur public liés au commerce ont augmenté de 25 pour cent, atteignant 50 milliards d'USD, un record historique.

Le recours à des instruments du secteur privé peut aider à libérer des ressources supplémentaires. D'après les données de l'OCDE, en 2022, un montant total de 54 milliards d'USD a été mobilisé grâce à des interventions publiques dans des secteurs liés au commerce, ce qui représentait 88 pour cent des ressources totales mobilisées.

Il est essentiel de continuer à concentrer les efforts sur les PMA.

L'Afrique et l'Asie bénéficient de la plus grande part des versements au titre de l'Aide pour le commerce, soit 70 pour cent à elles deux en 2022, avec cependant des tendances divergentes. Les versements d'Aide pour le commerce en faveur de l'Asie ont augmenté de 22 pour cent pour passer à 18,2 milliards d'USD en 2022. Les versements destinés au transport et au stockage ont bondi de 37 pour cent pour s'établir à 8,1 milliards d'USD.

En 2022, la part des versements d'Aide pour le commerce en faveur des PMA s'élevait à 28 pour cent, ce qui correspond à un montant de 14 milliards d'USD. Les PMA demeurent prioritaires, comme en témoignent les engagements visant à doubler l'appui apporté dans le cadre de l'Aide pour le commerce d'ici à 2031, conformément à l'objectif énoncé dans le Programme d'action de Doha en faveur des PMA. Les versements n'ont toutefois pas atteint cet objectif et des efforts concertés sont donc nécessaires pour combler cet écart et accélérer les progrès. Il est essentiel de veiller à ce que les instruments appropriés soient disponibles pour soutenir les PMA et d'autres pays à faible revenu de manière adéquate.

À cet égard, la préférence croissante accordée aux prêts plutôt qu'aux dons observée ces dernières années soulève des difficultés. Cette tendance était particulièrement marquée en 2022, les prêts ayant été à l'origine de la hausse des versements d'Aide pour le commerce et l'écart entre la part des prêts (65 pour cent) et celles des dons (35 pour cent) s'étant creusé.

Les nouvelles priorités en matière de coopération mondiale pour le développement demandent d'adopter une approche de l'Aide pour le commerce souple et tenant compte des besoins.

À l'instar d'autres formes de financement concessionnel, l'Aide pour le commerce est de plus en plus sollicitée pour remédier à de nouveaux problèmes alors que les ressources disponibles sont mises à rude épreuve. L'évolution des dynamiques de coopération mondiale en matière de développement, en particulier l'orientation vers le financement du développement durable et de l'action climatique, a amené de nombreux répondants à réclamer une approche de l'Aide pour le commerce qui soit souple et tienne compte des besoins.

L'importance croissante accordée à l'adaptation au changement climatique et aux objectifs environnementaux reflète une réorientation plus générale des priorités mondiales. Les récents appels à la création d'un système de financement du développement plus inclusif et à la libération de ressources supplémentaires créent une dynamique propice au renforcement de l'efficacité de l'Aide pour le commerce et à l'élaboration de la ligne de conduite de l'Initiative pour la période postérieure à l'Agenda 2030.

L'exercice conjoint OCDE-OMC de S&E pour l'Aide pour le commerce 2024 met en évidence le rôle que le commerce peut jouer pour favoriser la croissance économique et le développement durable. La réalisation de ces objectifs exigera une action coordonnée de la part de tous les pays en développement et de leurs partenaires de financement. L'initiative d'Aide pour le commerce peut contribuer à créer un système commercial mondial plus équitable et plus résilient répondant aux besoins de toutes les parties prenantes tout en favorisant la construction d'un avenir durable.